

## POUR DÉNONCER LA HAUSSE DES PRIX DE CERTAINS PRODUITS ALIMENTAIRES

## Émeutes à Fouka et Staouéli

*Des jeunes des cités des Oranges et Al-Amar, dite communale, à Fouka (Tipasa) et de La Bridja à Staouéli (Alger) ont fermé, la route, ce lundi, de leurs quartiers respectifs. Par cette action, ils voulaient dénoncer la flambée des prix des produits alimentaires de large consommation.*

**Rym Nasri – Alger (Le Soir)** - Situé sur les hauteurs de la ville de Fouka, dans la wilaya de Tipasa, le quartier appelé Communal était, ce lundi, le théâtre d'un mouvement de protestation. Des centaines de jeunes des cités des Oranges et Ali-Amar ont investi la rue durant l'après-midi de lundi. Leur objectif était de manifester leur colère contre la hausse des prix de certains produits alimentaires. Ils ont agi en bloquant la route à l'aide de blocs, de barres de fer, de troncs d'arbre et de pneus incendiés, plongeant ainsi

tout le quartier dans un immense nuage de fumée noire. Il a fallu l'intervention des forces de la Gendarmerie nationale pour mettre fin à cette manifestation qui a duré plusieurs heures.

Le quartier Communal présente l'image d'un éternel chantier. Des constructions inachevées, des eaux usées qui coulent à ciel ouvert et des routes non revêtues. Même les quelques tronçons goudronnés sont parsemés de nids-de-poules. «C'est trop ! C'est vraiment trop ! Où va-t-on ainsi ? Le bidon d'huile



Photo : Samir Sid.

de 5 litres a atteint les 780 dinars et le kilo de sucre 150 DA. Il s'agit de produits alimentaires indispensables.

Ceci, sans parler des fruits ou de la viande qui sont déjà hors de notre portée», peste un habitant du dudit quartier.

Pour ce mécanicien, «la hausse des prix n'a été que la goutte qui a fait déborder le vase». «Notre quartier est

noyé dans une multitude de problèmes», dira-t-il.

Les mêmes scènes se sont produites dans le quartier de La Brijja, à Staouéli. Selon un riverain, les résidents sont, eux aussi, sortis dans la rue manifester leur colère contre la subite flambée des prix des produits alimentaires.

Ils ont fermé le carrefour à la sortie de Staouéli menant vers Sidi-Fredj et Zéralda. Arrivés sur les lieux, les éléments de la gendarmerie ont tenté de disperser les manifestants, mais en vain. «Les affrontements entre les contestataires et la Gendarmerie ont continué jusqu'en début de soirée, avant que les jeunes ne se résignent à se disperser», ajoute-t-il.

R. N.

## ABSENCE DE STATUT PARTICULIER ET DU RÉGIME INDEMNITAIRE

## Les paramédicaux montent au front

**Menace de grève dans le secteur de la santé. La valorisation des salaires pour les milliers de travailleurs du secteur, dont les paramédicaux en constituent la majorité écrasante, serait la cause d'une démonstration de force. Au niveau de la Fédération de la santé affiliée à l'UGTA, le recours à un bras de fer n'est pas exclu.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - A l'instar des autres travailleurs de la Fonction publique, ceux du secteur de la santé ne sont pas près de bénéficier d'une revalorisation salariale. A l'origine de cette situation, la non-validation des statuts des différentes catégories professionnelles, mais surtout la non-conclusion des négociations sur les statuts particuliers.

Les paramédicaux – ils constituent 80% du personnel de la santé – pourraient être à l'origine d'une paralysie de toutes les structures hospitalières. La cause ? Lenteur dans l'élaboration de leur statut particulier et autre régime indemnitaire, alors que le ministre de tutelle n'a cessé d'annoncer à grande pompe «une revalorisation imminente des salaires des travailleurs de la santé».

«Faux», rétorque un syndicaliste du secteur qui indique que «la Fonction publique ne peut donner son accord pour une revalorisation salariale à partir du néant».

«Il faut disposer d'un arsenal juridique, en l'occurrence un statut particulier appuyé par un régime indemnitaire, pour procéder à une révision salariale», explique notre interlocuteur. Pour rappel, conformément à la loi et à l'accord conclu lors de la bipartite de septembre 2006 entre le gouvernement et la centrale syndicale UGTA, les augmentations salariales dans le secteur de la Fonction publique devraient intervenir suivant un processus et des échéanciers bien précis.

Il s'agit, en premier lieu, de finaliser les négociations entre le partenaire social et l'employeur sur la question du statut particulier, avant d'entamer la dernière ligne droite, à savoir le régime indemnitaire. C'est le cas de la démarche suivie pour les fonctionnaires des corps spécifiques de l'éducation

nationale, ceux des corps communs ou encore les chercheurs permanents, les enseignants-chercheurs hospitalo-universitaires et les agents contractuels. Sur ce chapitre, il est à noter que dix décrets relatifs aux régimes indemnitaires des fonctionnaires et agents publics ont été finalisés sur les 45 statuts particuliers adoptés et publiés au *Journal Officiel*.

Pour le secteur de la santé, sept statuts particuliers encadrent les travailleurs de ce secteur. Il

s'agit des statuts de l'enseignant-chercheur hospitalo-universitaire, des fonctionnaires appartenant au corps des administrateurs des services de santé, des psychologues de la santé publique, des fonctionnaires appartenant aux corps des praticiens médicaux généralistes de santé publique, des fonctionnaires appartenant aux corps des praticiens médicaux spécialistes de santé publique et des physiiciens médicaux de santé publique.

Or, sur les sept statuts adoptés, seuls deux décrets portant régime indemnitaire ont vu le jour. Il s'agit respectivement des décrets sur le régime indemnitaire de l'enseignant-chercheur hospitalo-universitaire et des fonctionnaires rele-

vant du corps des administrateurs des services de santé publique. C'est au niveau de la direction générale de la Fonction publique que toutes ces opérations seront finalisées.

Il est à préciser que le partenaire social a tiré la sonnette d'alarme, il y a quelques jours. Le 13 décembre dernier, le secrétaire national en charge des conflits sociaux au niveau de l'UGTA avait imputé la responsabilité de cette situation au ministre de la Santé.

«Des propositions qui reposent sur la dynamique du dialogue social n'ont reçu jusqu'à présent aucune réponse positive de la part du ministre de la Santé», lit-on dans un document, dont une copie

est en notre possession.

«Bien au contraire, nous relevons une volonté délibérée d'éloigner de ce processus de négociations la représentation syndicale de l'UGTA. Tout en condamnant cet acte, il y a lieu de remédier à cette situation qui risque de porter préjudice au climat social et aux relations mutuelles», ajoute le même document.

Les représentants des travailleurs évoquent un éventuel dérapage, «d'où l'urgence de programmer une réunion de travail pour la finalisation des projets de statuts particuliers et des régimes indemnitaires».

A. B.

## COMMISSION DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

## Des ex-magistrats et militaires prêtent serment

**Les missions de la commission nationale de prévention et de lutte contre la corruption sont effectives depuis ce mardi 4 janvier 2011. Le coup d'envoi a été donné hier, lors d'une cérémonie de prestation de serment de sa composante au siège de la cour d'Alger.**

C'est en présence du procureur général près la cour d'Alger et d'un grand nombre de magistrats que les sept membres de la commission nationale de prévention et de lutte contre la corruption ont prêté serment. Présidée par Brahim Bouzeboudjen, ladite commission, qui recèle en son sein des ex-magistrats et militaires en retraite, se veut une structure d'appui à l'appareil judiciaire.

Dans son allocution, M. Bouzeboudjen a indiqué notamment qu'«un rapport annuel sera transmis au premier magistrat du pays et également rendu public». La cérémonie en elle-même a duré à peine une quinzaine de minutes, mais il ressort de la déclaration du président de la commission que cette dernière ne doit, à aucun moment, influencer sur le cours des

événements judiciaires. Pour rappel, cette commission a vu le jour au lendemain de la promulgation de la loi modifiée relative à la lutte contre la corruption.

Cette modification, qui vise, en premier lieu, la reprise de certaines dispositions de la convention des Nations unies pour la prévention et la lutte contre la corruption, ratifiée par l'Algérie, axe sur l'amélioration du dispositif de lutte contre la corruption à travers, notamment, la création d'un office central de répression de la corruption, chargé des recherches et constatations des infractions de corruption, et l'élargissement de la compétence des officiers de police judiciaire qui en relèveront sur l'ensemble du territoire national. Dans son article 3, l'ordonnance stipule qu'il est institué un office central de répression

de la corruption chargé d'effectuer des recherches et des enquêtes en matière d'infractions de corruption et que la composition, l'organisation et les modalités de fonctionnement de cet office sont fixées par voie réglementaire.

L'ordonnance prévoit également l'élargissement de la compétence des officiers de police judiciaire, qui sera étendue désormais à l'ensemble du territoire national. Ainsi est-il stipulé que les infractions prévues par la présente loi contre la corruption relèvent des juridictions à compétence étendue, conformément aux dispositions du code de procédure pénale, et que les officiers de police judiciaire relevant de l'office exercent leurs missions sur tout le territoire national en matière d'infractions de corruption et des infractions qui leur sont connexes.

Cette centralisation donnera, à l'intérieur du pays, une plus grande efficacité à la lutte contre la corruption, tout en facilitant également, à

l'avenir, la coopération internationale, à travers Interpol, dans la lutte contre ce fléau. A préciser également que la nouvelle ordonnance exige, pour toute personne physique ou morale, nationale ou étrangère, soumissionnant pour l'obtention d'un marché public, de signer une déclaration de probité, par laquelle elle s'interdira de commettre ou d'accepter tout acte de corruption, et précisant que dans le cas contraire, elle s'expose aux sanctions prévues par la loi.

Cette nouvelle disposition renforce l'engagement de la responsabilité des contrevenants et asseoit les poursuites et les sanctions auxquelles ils s'exposent. Ces nouvelles exigences ont été introduites dans l'article 9 de la loi, qui précise maintenant que «les procédures applicables en matière de marchés publics doivent être fondées sur la transparence, l'intégrité, la concurrence loyale et des critères objectifs».

A. B.